



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle est arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil d'Agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération, et ce en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance (CREM) pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (dite « loi MOP »).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, Voirie Réseaux Divers (VRD) et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation. A l'issue de cette consultation, le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT, toutes tranches confondues.

Les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri, ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier, lancé en décembre 2016. Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT, y compris le montant lié à l'exploitation hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT, en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M a fait établir le projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018.

L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 € HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'APD, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du MGP nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Complémentairement, le Contrôleur Technique, le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé de l'opération, ainsi que le cabinet chargé d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à la passation et à la gestion de marchés publics d'assurance ont été désignés. Au premier trimestre de l'année 2018, le maître d'œuvre a également diligenté les études géotechniques, de diagnostic amiante avant travaux, étude technique foudre, afin de conforter les choix retenus pour la rénovation et l'extension du bâtiment existant.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué par la maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri concerne la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment process rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, hors la réalisation du nouveau process de tri préalablement confiée à la société SMTVD dans le cadre d'un marché public global de performance.

Après l'envoi de l'avis de publicité le 8 juin 2018, la date limite de réception des candidatures et des offres initiales était fixée au 12 juillet 2018. Une visite commune du site, non obligatoire, s'est tenue le 26 Juin 2018. Au terme de la procédure et après analyse des offres finales et avis de la Commission d'Appel d'Offres du 27 novembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'autoriser la signature des marchés de travaux avec les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses, répartis en 18 lots pour un montant de 4 337 000 € HT, en augmentation de 171 000 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 000 € HT. Dans le même temps, les travaux mineurs prévus dans le MGP ont été engagés en 2018 conformément au planning.

Le dossier de demande de permis de construire a été déposé aux services instructeurs de la Ville de Montpellier le 5 avril 2018 et, au vu des avis favorables de la Sous-Commission Départementale de Sécurité, du Groupement de Prévention des Risques Bâtimentaires du SDIS de l'Hérault, du service Accessibilité de la Direction de l'Action Immobilière et de l'aménageur de la ZAC, l'arrêté de Permis de Construire a été délivré le 25 octobre 2018.

S'agissant de la demande d'Autorisation Environnementale, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité par courrier du 16 mars 2018, de Monsieur le Préfet de l'Hérault de bien vouloir diligenter les procédures en vue de la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées. La phase d'examen du dossier s'est achevée le 20 août 2018, le Tribunal administratif a été saisi en vue de soumettre ce dossier à la phase d'enquête publique. Au terme de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 octobre 2018 au 9 novembre 2018, le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2018 assortis d'un avis favorable. À la suite de la parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, le projet, relevant précédemment du régime de l'autorisation, relève désormais du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 dudit code. Au terme de l'instruction, l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 a été délivré par Monsieur le Préfet le 21 décembre 2018.

Au terme de la période de préparation, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019, conformément au planning prévisionnel. Une attention particulière sera portée tout au long de l'année 2019 sur la bonne gestion des interfaces entre travaux du process objet du MGP et les travaux de VRD/bâtiment en vue de la mise en service industrielle de l'équipement au premier trimestre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Les 1 200 000 € HT prévus au titre du versement d'avances ont été réalisés en 2018. 75 000 € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 402 000 € HT. L'arrêt des comptes au 31 décembre 2018 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 1 579 000 € TTC, dont 1 142 000 € TTC au titre de l'exercice 2018.

À ce stade du projet et au regard notamment du résultat des différents marchés de travaux attribués en 2018, le montant prévisionnel du bilan est maintenu à 19 310 000 € TTC, sans modification par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2018 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-101162-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02905_CRAC_2018_VD-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.